

Conseil du Trésor pendant dix ans, et qu'une des fonctions du Conseil du Trésor est de réduire les dépenses des divers ministères, lorsque la chose est possible. En ce temps-là, certains ministères s'attendaient à voir leurs prévisions réduites par le Conseil du Trésor. Les ministres considéraient la chose naturelle et soumettaient les prévisions principales au Conseil du Trésor en s'attendant à une réduction. Je ne sais s'il en est encore ainsi à l'époque plus vertueuse où nous vivons. Cependant, monsieur le président, rien n'importe plus que cette question que nous étudions en ce moment.

Le sénateur LAMBERT: Cette augmentation ne serait-elle pas causée par les nombreux redressements survenus entre le gouvernement et les provinces?

M. STEELE: Non, monsieur. Ce n'est pas là, à mon avis, la raison particulière des prévisions budgétaires supplémentaires plus élevées. Cependant, lorsque des discussions se prolongent pendant des mois et n'ont pas abouti de façon définitive à l'adoption des prévisions budgétaires principales, on tend à se fier aux prévisions supplémentaires pour régler ces questions. Je peux mentionner un autre cas, les programmes des travaux lancés par le ministère du Travail, le programme des travaux d'hiver effectués dans les municipalités. On a pris l'habitude de les inscrire aux prévisions supplémentaires, le temps étant plus approprié pour juger le montant requis à cette fin. Il est impossible de prévoir cette somme 18 mois à l'avance, vu qu'il s'agit de fournir du travail de courte durée pendant l'hiver. Ce cas, et d'autres articles du genre figurent de plus en plus dans les prévisions supplémentaires.

Le sénateur BURCHILL: Vous avez dit 18 mois. Est-ce le temps qui s'écoule entre l'étude des prévisions et la dépense de l'argent?

M. STEELE: Le temps qui leur reste pour dépenser l'argent, oui.

Le sénateur BURCHILL: C'est exactement six mois...

M. STEELE: Neuf mois.

Le sénateur BURCHILL: Mais n'avez-vous pas dit que les prévisions sont préparées en novembre?

M. STEELE: Elles sont soumises au Conseil en novembre.

Le sénateur SMITH (*Queens-Shelburne*): Nous avons le montant total des prévisions supplémentaires et des prévisions supplémentaires finales des deux dernières années. Pouvez-vous vous en servir comme exemples pour indiquer de mémoire les articles compris dans les sommes de 463 millions pour une année et de 479 millions de dollars pour l'année précédente, 1961-1962? Il a été question des modifications des programmes et des importants événements impossibles à prévoir à l'époque de l'élaboration des prévisions budgétaires. Vous avez mentionné les travaux municipaux, et un de vos interrogateurs a parlé des paiements faits aux provinces. Y a-t-il eu d'autres programmes au cours de ces deux années particulières?

M. STEELE: Nous pourrions régler cette question rapidement si nous avions les détails de ces prévisions supplémentaires. Nous réunirons les prévisions supplémentaires, monsieur.

Le PRÉSIDENT: Je crois que le Comité aimerait avoir un peu plus de détails sur ce qui est compris dans les prévisions supplémentaires.

Le sénateur CRERAR: J'ai une autre question à poser. J'ai été frappé par le montant d'argent dépensé à l'intention des Indiens et des Esquimaux, une somme qui atteint aujourd'hui \$200,000. Deux ministères sont en cause, dont le ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration. Le montant requis pour les Indiens et les Esquimaux fait figure distincte pour un montant d'environ 60 millions de dollars. L'autre partie du montant relève du ministère de la Santé nationale et du Bien-être social. Apparemment, la somme dépensée pour la santé et le bien-être des Indiens et des Esquimaux est comprise dans toutes les autres dépenses relatives à la santé et au bien-être. Je me demande s'il ne